



Coup

de

chaleur

laclac



COUP DE CHALEUR

Surprise! Après des années de dévastation environnementale, la crise annoncée est bel et bien advenue. Il n'est pas difficile de le constater: le climat est brisé. Et indéniablement, le système capitaliste est à blâmer. Une critique radicale du problème est donc de mise et il est impératif d'agir dès maintenant si nous voulons éviter le pire.

Ceux qui boivent encore les promesses du système cruel qui dicte nos moindres faits et gestes nous demandent de ne pas répondre à la violence par la violence; de ne pas combattre le feu par le feu. Pourtant, ce sont eux qui adhèrent sans questionnement au capitalisme vert, aux lois des États coloniaux et à la propriété privée; à la violence extrême qu'est le statut quo.

Nous leur rétorquons ne pas reproduire les violences oppressives. Systémiques. Normatives. Acceptables. Celles qui nous arrachent du lit au son d'une alarme. Celles qui nous font taire lorsqu'on veut crier. Celles qui nous enferment parce qu'on n'en fait pas assez ou qui nous abattent parce qu'on en fait trop. Nous rejetons à jamais leurs violences, mais nous allons toujours y répondre.

« Coup de chaleur » se veut un recueil de perspectives radicales sur l'écologie en crise. Ces textes, assemblés par la Convergence des luttes anticapitaliste (CLAC), sont le fruit de la réflexion de groupes militants, d'amie.s et de complices anonymes. Des mots et des phrases qui portent la destruction de ce qui nous détruit.

Table des matières

Écoblanchiment politique, ou l'instrumentalisation des luttes	2
ב"פז° פג"ד"ד"ד°	4
Consomme, recycle pis ferme ta gueule	6
Capitalisme vert : sur les traces de l'imperialisme	8
Intersectionnalité et écologie	10
Qui pollue quand le Canada et les états-unis le font moins ?	11
Soutien inconditionnel à la résistance de Kanehsatà:ke	13
Glossaire écolo	15
Entrevue avec Pierrot Ross-Tremblay	18
Racisme et développement capitaliste	20
Écofascisme 101	21
À la gauche anti-antispéciste	23
Diversité des tactiques	25

Note : (vo) sous les titres des articles signifie que c'est la version originale du texte et (tra) signifie que c'est une traduction.





ÉCOBLANCHIMENT POLITIQUE, OU L'INSTRUMENTALISATION DES LUTTES

(VO)



Lors de la campagne électorale fédérale de 2019, nous avons appris, avec une certaine surprise, que c'était le Bloc Québécois qui aurait provoqué l'abandon du projet Énergie Est. Ce ne seraient pas les centaines de pétitions, manifestations, blocages et sabotages qui auraient mené à l'abandon du projet, non ! Ça serait le Bloc Québécois¹, le même Bloc qui essaie présentement de nous vendre un autre pipeline. De gaz cette fois-ci : Le projet Énergie Saguenay de GNL Québec².

Ce qu'a fait le Bloc n'est pas nouveau. C'est une forme de « greenwashing », ou d'éco-blanchiment, présentement à la mode chez nos candidat.e.s et élu.e.s. Il s'agit de s'approprier le travail fait dans des luttes locales afin de grappiller des votes. Et nos élu.e.s le font parce que ça marche !

Ô parti libéral !

Les personnes supportant Steven Guilbault le qualifient de « pragmatique ». Être pragmatique, c'est le nouveau terme tendance pour dire qu'on reconnaît les changements climatiques, mais que peu importe ce qu'on propose comme solution, il ne faut pas toucher à l'économie. En d'autres mots, c'est reconnaître qu'on est dans la mardo jusqu'au cou, pis de se boucher le nez en espérant que ça va régler le problème.

Steven Guilbeault, ancien porte-parole de Greenpeace et co-fondateur d'Équiterre est ainsi un pragmatique. C'est donc par pragmatisme qu'en 2015 il s'associe à Rachel Notley, ancienne première ministre de l'Alberta, alors qu'elle annonce son plan climatique. Est-ce que ce plan promettait une fin des sables bitumineux ? Non. Une diminution de l'exploitation ? Non. Un moratoire à l'augmentation ? Même pas ! Ce « plan » climatique imposait un moratoire 40% plus élevé que la production de l'Alberta à ce moment³.

Être pragmatique, selon Steven Guilbeault, s'est s'acoquiner avec un parti qui a déjà acheté un pipeline pour 4,5 milliards (mais qui pourrait en coûter plus de douze⁴). Un parti qui fait passer de force des pipelines dans des terres autochtones ancestrales du peuple Wet'suwet'en⁵. Un parti qui craint néanmoins tellement son vernis d'environnementaliste qu'il le pousse le plus loin d'une responsabilité environnementale que possible⁶.



Être pragmatique, c'est de se faire passer pour écologiste alors qu'on est finalement pro-industries pétrolières. Et c'est, au final, réussir à se faire élire en brandissant un

étendard d'écologiste volé à tous les groupes et collectifs locaux qui font la lutte réelle sur le terrain.

Le Pacte pour Dominic Champagne

Un autre exemple de récupération de la lutte écologiste est le discours porté par Dominic Champagne, porte-parole du Pacte pour la transition⁷. Le Pacte lui-même n'est pas mauvais, et représente une lutte locale intéressante. Bon, il faut arrêter de prendre son char pendant longtemps pour compenser pour un milliardaire qui fait le tour du monde dans son yacht de 500 pieds, mais ça reste un début.

Mais le Pacte pour Dominic Champagne, c'est surtout une plateforme. Une plateforme qu'il ne se gêne pas à utiliser pour vendre sa propre salade. Qu'il essaie de convaincre des militant.e.s de la CAQ, on peut saluer un effort louable. Mais d'afficher ouvertement « J'aime mon premier ministre » auprès d'un gouvernement ouvertement écolophobe, c'est plutôt exagéré⁸.

Dominic Champagne a aussi travaillé à bloquer le Parti Conservateur lors des élections fédérales. Le Pacte a donc envoyé un courriel controversé, enjoignant ses membres à voter de manière stratégique⁹. Les portes-paroles du Pacte se sont défendus en disant que ce n'était pas partisan, qu'elles et ils n'encourageaient pas nécessairement à voter libéral. Sauf que Dominic Champagne, en entrevue à la radio, a dit exactement le contraire : « Entre Trudeau et Scheer, le choix est facile »¹⁰.

Pour une fois, on est d'accord avec toi, mon Dominic. Notre choix à nous, c'est ni l'un, ni l'autre !

Notez que ceci n'est pas une dénonciation du Pacte lui-même. On ne peut que saluer que des personnes essaient de faire leur possible, dans les limites qui leurs sont accessibles. Ce qu'on dénonce, c'est la récupération de tous ces petits combats individuels par des personnes plus intéressées à mousser leur capital politique que par notre survie à tou.te.s.

Quoi faire ?

Comme pour le « greenwashing » commercial, l'important est de ne pas tomber dans le panneau. On roule des yeux lorsqu'on voit une publicité de VUS roulant au milieu d'une forêt, notre réaction devrait être la même face aux politicien.ne.s qui nous vendent des politiques « vertes ».

Il est aussi important d'analyser sérieusement les politiques vertes qu'on essaie de nous vendre. Par exemple, le recyclage est en partie une catastrophe écologique : la plupart du plastique recyclé moisit dans des pays qui sont incapables de le gérer, et il finit souvent dans l'océan¹¹.

Le système actuel est conçu pour élire des politicien.ne.s qui sont incapables de faire le changement radical nécessaire pour assurer l'avenir de l'humanité. Quand tu ne peux même pas mettre un coton ouaté à l'assemblée nationale, quand est-ce que tu vas pouvoir dire à l'industrie pétrolière d'aller se faire voir ? Ce système est conçu avec des limites précises qui ont pour but de maintenir les élites au pouvoir le plus longtemps possible. Pour ces élites, ce sera *business as usual*, jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Quoi faire ? D'abord, arrêter de les écouter, ne plus attendre des politicien.ne.s qu'elles et ils réalisent leurs promesses. Et commencer à construire par nous-mêmes le monde dans lequel on veut vivre. Un monde conçu et décidé par et pour nous tou.te.s, plutôt que par et pour une minorité de privilégié.e.s. Un monde où tou.te.s pourront vivre et grandir. Un monde qui possède un avenir au-delà de l'année 2050.

Instrumentalisation des luttes

Ce n'est pas que le mouvement écologiste qui fait les frais de cette instrumentalisation politique. On peut présenter notamment la lutte à l'antisémitisme. Ne nous méprenons pas : l'antisémitisme existe, et est en hausse fulgurante depuis plusieurs années sur l'île de la Tortue. Plusieurs groupes locaux dénoncent et combattent cet antisémitisme. Sa source est bien connue : une extrême-droite dégourdie qui répand un discours de plus en plus violent.

Le gouvernement canadien profite donc de cette lutte pour s'attaquer ... à d'autres groupes de gauche. Cette hausse de l'antisémitisme est utilisée pour justifier un support de plus en plus douteux envers le gouvernement de l'État d'Israël, et pour dénoncer le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions). Ces belles paroles envers l'État d'Israël se chiffrent : l'accord de libre échange Canada-Israël représente 500 millions de dollars en exportation par année.

1- Voir <https://bit.ly/2GbsuT7> où on note aussi un clin d'oeil à sa droite anti-immigration. Cette affirmation vient probablement de l'article suivant de 2017 : <https://bit.ly/2sOkRyJ>

2- On en profite pour rappeler que le chef du bloc québécois s'est ouvertement affirmé pro-pétrole lorsqu'il était ministre de l'environnement. Pour le projet GNL, voir <https://bit.ly/2TNtYLb> et <https://bit.ly/3avR7b7>

3- Voir <https://bit.ly/2ukkJj> pour la photo-op de Guilbeault et Notley. Voir <https://bit.ly/3aCX4mn> pour les détails du plan de 2015.

4- Voir <https://bit.ly/37juhBr>

5- Voir le film *Invasion* à ce sujet : <https://unistoten.camp/media/invasion/> [18:20]

6- Voir <https://bit.ly/2tH3b8J>

7- Le pacte pour la transition est un engagement personnel à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre à travers des actions locales (éviter la voiture, manger moins de viande, etc.).

8- Voir <https://bit.ly/2TOe4QB>

9- Voir <https://bit.ly/30MGaxq>

10- Voir <https://bit.ly/2v7awi6>

11- Voir <https://bit.ly/37j6mlH>





ᑕᑭᑦᑎᑦ ᑕᑭᑦᑎᑦ

(TRA)

Je me souviens de la première fois où j'ai tué un cerf. Je ne sais pas pourquoi mais avant qu'on commence à retirer sa peau ou quoi que ce soit, j'ai marché jusqu'au cerf et j'ai posé ma main sur son corps. J'ai senti qu'il était encore chaud. À ce moment, j'ai su qu'il était comme moi. Ayant pris sa vie, je lui devais maintenant la mienne.

Les relations Autochtones au monde non-humain sont très différentes de celle des personnes non-Autochtones des Amériques, si différentes qu'il est difficile de commencer à en discuter dans un si court article. Par exemple, l'être humain comme idée, et donc l'idée d'un monde non-humain ou de relations humain-non-humain, sont des concepts Européens. Dans ma langue, le Cri, la distinction entre humain et non-humain n'existe pas. Ainsi, une personne comme moi, qui a tué un cerf, ne peut pas dire qu'elle n'a pas tué.

Avant d'aller plus en détails dans les connections qu'ont les Cris, Métis et Autochtones de l'Ouest avec le monde naturel (encore une fois, j'ai de la difficulté avec la langue — il n'existe pas de concept du monde naturel en Cri. Nous sommes naturel.le.s et notre monde aussi), j'aimerais discuter de mon expérience de deux saisons de travail au Parc National de Jasper¹.

Je dois l'avouer, avant de travailler à Jasper, je pensais aux montagnes comme étant un oasis sauvage préservé de la destruction qu'a subi le reste de l'Ouest dans le processus du colonialisme capitaliste. La majorité de l'Alberta est composée soit de développement urbain, de monocultures agricoles, de zones de déboisement, ou bien sûr, d'aires d'extraction de pétrole et de raffinement. Les montagnes des parcs nationaux ont été protégées d'une majeure part du développement industriel, et l'eau bleue et claire coule toujours des glaciers, et je l'ai vue, sans la traiter, tout au long de mon travail.

Bien sûr, malgré que le territoire du Parc ait été épargné par l'industrialisation, le reste des terres de la province ont subi la colonisation et le colonialisme. Entre 1907, l'année de la création du Parc, et 1913, la dernière année d'habitation de ses montagnes par des personnes Autochtones, ceux et celles d'entre nous qui n'avaient pas encore été déplacé.e.s dans des réserves ou ailleurs ont été enlevé.e.s de leurs maisons par la force et exclusé.e.s du Parc. La petite ville coloniale de Jasper a été aménagée pour accueillir les employé.e.s du Parc, les entreprises, et en pratique, n'importe quel colon assez riche pour habiter le Parc malgré les restrictions (par exemple, qu'une personne doit normalement être employée du Parc).

Ainsi, quoique c'était bien d'être en compagnie des montagnes, des ruisseaux, des animaux et des arbres, à Jasper, je me sentais naturellement isolé de ma langue et de mon peuple. Mais j'ai rapidement réalisé qu'il y avait quelque chose d'étrange dans l'environnement hors de la ville aussi. Il semblait que les montagnes, elles aussi, étaient isolées de leur peuple.

Dans mes aventures d'exploration, de randonnée, de pêche, de cueillette médicinale (le Parc autorise aux personnes Autochtones de pratiquer certaines activités traditionnelles limitées dans certains endroits spécifiques, ce que j'ai parfois ignoré), d'observation des plantes, des arbres, des traces d'animaux etc., j'ai rapidement réalisé





CONSOMME, RECYCLE PIS FERME TA GUEULE (VO)

Le camion de compost passe désormais dans plusieurs grandes villes en Occident. Il ramasse semaine après semaine, tout comme pour le recyclage et les vidanges, nos déchets urbains avec pour mensonge éhonté qu'il s'agit de la clé à la survie planétaire.

Comment peut-on croire que de faire du compost à Montréal réglerait un quelconque problème si les grandes multinationales continuent de produire en masse partout à travers le monde ? Peut-on réellement s'étonner que le recyclage est inefficace lorsque l'on sait que les problèmes réels sont la surproduction et la surconsommation ? Emma Goldman a dit un jour que « Si voter changeait quelque chose, il y a longtemps que ça serait interdit ». En extrapolant un peu, on peut faire le même constat envers les solutions individuelles que l'on nous propose parmi lesquelles on retrouve le recyclage, le compostage et bientôt le droit à la réparation. Le constat est simple, aucune de ces solutions n'amènent un changement structurel au problème fondamental : le capitalisme.

Ainsi, et contrairement à ce que l'on en dit, le recyclage, le compostage, la fondation en coopérative ou en commune de vie ne doivent pas être prises comme des solutions, mais comme des expérimentations de la société post-capitaliste. Au mieux, il s'agit de formes de luttes et d'étincelles dans le combat contre le capitalisme. Il n'en demeure pas moins une représentation limitée de ce combat puisqu'il y a toujours le danger de voir l'émancipation individuelle comme une finalité, celle-ci n'étant, en fin de compte, qu'une liberté limitée puisque non partagée. Par liberté limitée, on entend ici que toute liberté qui ne supposerait pas la celle de tous et toutes ne serait qu'incomplète. Une liberté incomplète qui n'est possible qu'à travers la domination d'autres personnes. Une forme de liberté qui ferait au fond l'affaire du capitalisme¹.

Le discours individuel est d'autant plus dangereux qu'il suppose la désintégration de la lutte collective face à l'écocide en cours. Cette destruction du collectif au profit de l'intérêt individuel est camouflée derrière le masque néolibéral de liberté collective qui s'atteindrait à travers le prisme de la liberté totale de l'individu². Ce mensonge bien rodé ne sert que le néolibéralisme économique et détruit toute possibilité de solution réelle aux problèmes du capitalisme dont l'écologie fait entre autres partie.

Dans son observation de la société américaine et son système politique, Alexis de Tocqueville³, en 1835, faisait le constat que dans une démocratie, aucun n'est assez fort pour lutter seul avec avantage⁴. Il n'y a que la combinaison des forces qui puisse garantir la liberté, ajoutant que le pouvoir tente constamment d'isoler les individus en eux-mêmes afin d'asseoir son pouvoir encore davantage. C'est donc dire que, d'une manière macro, toute individualisation des problèmes sociaux ne sert, comme nous l'avons mentionné ci-avant, que le pouvoir en place, les riches, les puissants, bref, ceux à qui bénéficient déjà le système exploiteur capitaliste.

Et pour cause. Si l'on s'intéresse spécifiquement à l'enjeu écologique, en 2017, l'ONG *Carbone Disclosure Project* estimait que 100 entreprises étaient responsables de 70% des gaz à effet de serre (GES) et que la majorité de ces entreprises provenaient de l'industrie pétrolière. Ainsi, lorsque Radio-Cadenas et consorts nous servent le discours remâché de la diminution individuelle de l'empreinte écologique, qu'il faut faire notre part pour la planète et que la consommation responsable serait la solution à tous nos problèmes, on est clairement en droit de les envoyer chier.

Prendre moins sa voiture ? Une solution totalement utopique et insuffisante dans le système capitaliste. Pourquoi ? Parce que ce système en est un totalitaire qui nous contraint par toutes sortes de combines, plus mesquines les unes que les autres, à la surconsommation et l'isolement en son soi intérieur, sources d'un bonheur que l'on cherche encore entre deux doses d'antidépresseurs.

Le bonheur, disait l'autre, n'est vrai que lorsqu'il est partagé. En extrapolant à nouveau, on peut affirmer que ce bonheur n'est vrai que lorsqu'il est partagé par tous et toutes, donc que le bonheur est irréel sous le joug du capitalisme. Au mieux, on se contentera du bonheur hypocrite d'une belle petite récolte de tomates dans son jardin, au pire on noiera son malheur en achetant des bebelles sur Amazon, en tentant d'oublier que c'est grâce à l'extractivisme sauvage de la planète qu'Amazon fait ses profits faramineux.



S'il nous advenait de sortir de notre cocon, l'on pourrait toutefois s'apercevoir que la lutte collective est en cours. Qu'elle se bat à coups de ZAD, de Coopératives anticapitalistes en tous genres, de villages et de groupes autonomes affamés de justice sociale et de rétablissement d'un cycle écologique qui redonne sens à nos vies sans saveur.

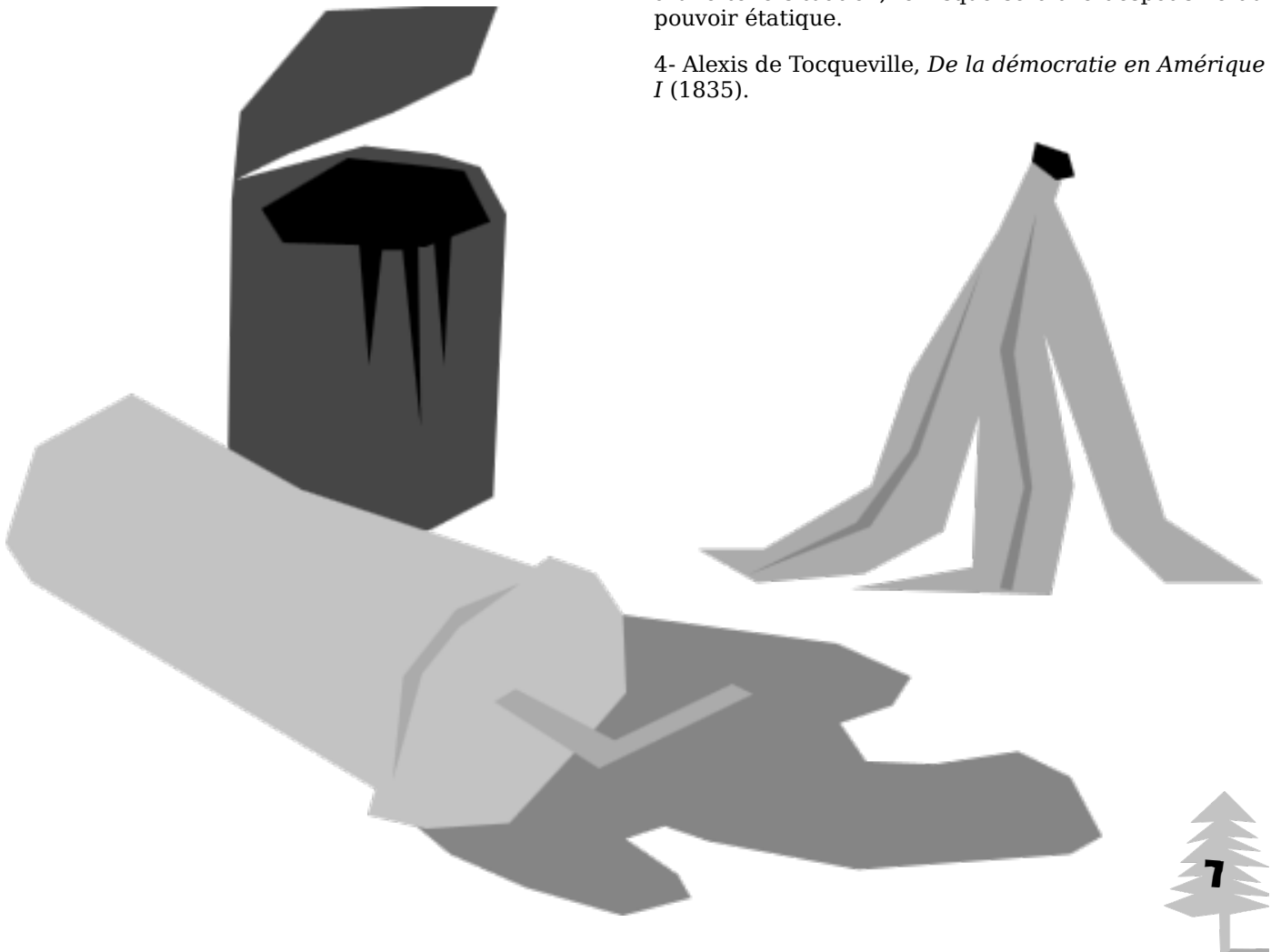
En fin de compte, ne sommes-nous pas toutes et tous, d'abord et avant tout, dépendant.e.s de la terre ?

1- Dans un tout autre ordre d'idée, c'est à cette liberté « complète », qui se traduit d'abord par une liberté collective, à laquelle font référence une majorité d'auteurs fondamentaux anarchistes, mais aussi certains auteurs beaucoup plus près de nous comme Hubert Aquin, André d'Allemagne, Andrée Ferretti ou Éric Martin. L'enjeu écologique n'y échappe pas, même qu'il est encore plus vrai que les solutions individuelles sont ridicules lorsque l'on parle d'enjeux collectifs comme l'écologie.

2- Liberté individuelle qui trouve toutefois sa limite dans la répression par la « main invisible du marché ». Par exemple, si l'on n'as pas beaucoup d'argent, on ne peut pas se permettre de manger bio, puisque le marché définit que les produits bio valent plus cher que ceux qui ne le sont pas.

3- Alexis de Tocqueville, auteur français issu de l'aristocratie, écrit suite à son voyage aux États-Unis d'Amérique où il constate une « démocratie » qu'il considère beaucoup plus stable. Il met toutefois en garde par rapport à certains maux que peut présenter ce nouvel état des choses, notamment l'apathie politique et le repli des individus en eux-mêmes. Face à une telle situation, le risque serait le despotisme du pouvoir étatique.

4- Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique I* (1835).





CAPITALISME VERT : SUR LES TRACES DE L'IMPÉRIALISME

(VO)

Au cours de la manifestation pour le climat du 27 septembre dernier, la voix d'une personne au ton exaspéré répondait à un slogan anticapitaliste: « On peut-tu arrêter de tout mêler et faire une manifestation juste pour l'environnement sans parler du capitalisme ? ».

Notre réponse à cette question en tant que collectif féministe, anticolonialiste, écologique et anti-impérialiste : un NON clair et net. Non, on ne peut pas parler des crises climatiques sans parler du système capitaliste, puisqu'ils sont justement liés.

Les problématiques environnementales

La crise environnementale et les dérèglements climatiques signifient pollution de l'air et de l'eau, érosion des sols, fonte des glaces, espèces en voies d'extinction, pluies acides, feux de forêts, sécheresses et inondations. On calcule la crise en émission de gaz à effet de serre, en degrés Celsius et en nombre de réfugié-e-s climatiques. On nous dit que pour contrer ces impacts, il faut changer nos habitudes, mieux consommer, acheter vert, prendre les transports en commun, utiliser des sacs réutilisables et passer moins de temps sous la douche.

Or, l'activité humaine, notamment en Occident, est dirigée par trois systèmes de pouvoirs : l'exploitation (et la capitalisation) des ressources, la domination cis-hétéropatriarcale et la colonisation (et le racisme). Ces trois systèmes sont interdépendants et se renforcent les uns les autres. La crise environnementale actuelle est une conséquence directe de leur existence. On ne peut pas comprendre et affronter cette crise en omettant que l'on vit dans un monde capitaliste, où la nature est l'objet d'une exploitation extractiviste¹ effrénée. Pas plus qu'en faisant semblant que chaque personne a une part égale de responsabilité, ou sera touchée de la même façon peu importe la couleur de sa peau, son identité de genre, où elle vit ou l'argent qu'elle a.

Le Canada : exploiter pour s'imposer

L'État canadien impose sa domination sur d'autres territoires en s'appropriant des ressources par diverses stratégies. En Colombie, par exemple, les compagnies minières et pétrolières canadiennes profitent de l'instabilité causée par le conflit social et armé pour récupérer des terres de populations forcées de se déplacer. Les familles qui décident de résister et de

rester sur les territoires font face à des menaces et agressions allant jusqu'à la criminalisation et l'assassinat ciblé. Tout cela opéré par des acteurs armés engagés par les entreprises privées ou appartenant à l'État. Le monde des affaires alimente la violence du conflit afin de maintenir son emprise sur ses territoires d'exploitation. Ainsi, les entreprises canadiennes sont directement liées aux déplacements de population à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Selon l'organisation Trochando sin Fronteras : « Depuis l'arrivée des multinationales en Colombie, on calcule qu'elles sont responsables d'environ 12 000 assassinats, 3700 disparitions et 1 million de déplacements forcés. » Les compagnies s'installent souvent sans consulter les populations, un droit qui leur est pourtant garanti par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Quand il y a des consultations, elles sont souvent truquées pour influencer les communautés à céder leurs terres aux entreprises.

Du racisme environnemental et du patriarcat

À cause des impacts spécifiques qu'elles vivent, ce sont souvent les personnes s'identifiant comme femmes qui se retrouvent en première ligne des luttes pour la protection des territoires. Pour ne nommer que quelques exemples des liens indissociables entre le patriarcat et l'impérialisme, notons que lors de déplacements forcés, les femmes se retrouvent souvent d'autant plus vulnérabilisées puisqu'elles sont celles qui s'occupent généralement davantage des enfants et des personnes âgées (c'est le cas en Colombie, mais au « Québec » aussi). Par ailleurs, dû au fait que les titres de propriétés appartiennent encore davantage à des hommes, les femmes auront plus de difficultés lors de processus de récupération des terres².

Les impacts socio-environnementaux des projets extractifs ne sont pas les mêmes pour tou-te-s. Ils varient en intensité en fonction de la classe sociale, de la race construite, du genre, des processus de colonisation sur les territoires. Les personnes et les groupes sociaux les plus affectés

par les problèmes environnementaux sont ceux et celles qui bénéficient le moins du modèle économique qui cause ces problèmes. Et c'est vrai partout dans le monde : l'absence d'eau potable dans plusieurs communautés autochtones du Canada, les conséquences dévastatrices de l'ouragan Katrina pour les populations afro-américaines et pauvres de la Nouvelle-Orléans, l'injustice pour les survivant.es de la catastrophe de Bhopal en Inde, sont tous des exemples de racisme environnemental³.

Vert : la couleur de l'environnement

Ici, les personnes les plus affectées par la crise sont des groupes plus précaires qui ne peuvent pas se permettre les supposées solutions que le capitalisme, maintenant drapé de «vert» se propose de nous faire avaler, comme se payer des produits biologiques, s'acheter une brosse à dent en bambou ou une auto électrique. Ces propositions sont coûteuses, souvent inutiles ou même nuisibles. D'où l'importance de réfléchir aux alternatives pour faire face à la crise sociale et climatique en fonction des systèmes de pouvoirs et non des solutions individuelles seulement.

Le capitalisme vert reste du capitalisme ... Le cas de l'entreprise hydroélectrique Hidroituango, en Colombie, le démontre. En voulant redorer son image avec un projet d'énergie renouvelable, la Caisse de dépôt et placement du Québec a décidé d'investir dans ce barrage construit sur le deuxième fleuve le plus important du pays. Or, le barrage a aggravé un des désastres écologiques les plus importants de l'histoire de la Colombie. Des communautés ont été déplacées et ceux et celles qui ont osé élever leurs voix contre ce projet vivent avec des menaces de mort. Continuer à exploiter des populations ne fait que renforcer les systèmes qui provoquent la crise climatique actuelle.

Alors, quand on voit Justin Trudeau, icône de l'État impérialiste qu'est le Canada, se pavaner dans une marche pour le climat, oui, il est essentiel de se rappeler que la crise environnementale est non seulement liée, mais qu'elle est une conséquence directe du capitalisme, du patriarcat, du colonialisme et du racisme.

Le PASC

(Projet Accompagnement Solidarité Colombie)

<http://pasc.ca/>

1- Le terme « extractivisme », qui vient d'« extraction », se réfère à une économie de l'offre et de la demande dans laquelle les ressources naturelles (minérales, pétrolières, agricoles, animales, sylvicoles, etc.), considérées centrale à la richesse d'une région ou d'un pays, sont exploitées massivement, pour ensuite être vendues sur les marchés, habituellement internationaux, selon des prix déterminés par ceux-ci.

2- Voir le travail fait par le Tribunal Permanent des Peuples sur l'industrie minière and Amérique latine (2014).

3- Le racisme environnemental est une forme de racisme systémique, défini ainsi par la Fondation canadienne des relations raciales : « Les gens de couleur, les groupes autochtones, les gens de la classe ouvrière et les personnes à faible revenus se trouvent exposées de manière disproportionnée aux dangers environnementaux et aux risques que présentent des substances industrielles toxiques, l'air pollué, l'eau insalubre, les conditions de travail nuisibles à la santé et l'emplacement d'installations dangereuses et toxiques, telles que des incinérateurs et des décharges de déchets toxiques. »





INTERSECTIONNALITÉ ET ÉCOLOGIE

(VO)

L'intersectionnalité est désormais mentionnée à peu près partout dans la littérature en science sociale. Ledit concept illustre généralement une relation d'interdépendance entre des situations génériques et comment différents systèmes d'oppressions peuvent s'imbriquer. Au contraire, par l'histoire du concept, l'intersectionnalité montre plutôt qu'il s'agit d'un outil analytique développé explicitement afin de trouver une manière d'arrimer les critiques du capitalisme, du patriarcat et du racisme au sein d'un ensemble compréhensible. C'est pourquoi une telle critique est si importante pour la lutte environnementale.

Une critique du patriarcat, du capitalisme et du racisme

Plusieurs féministes noires américaines comme Audre Lorde, Barbara Smith ou Angela Davis ont tôt fait de montrer que la condition de femmes noires américaines étaient particulièrement difficiles. De plus, dans le contexte des années 1970, plusieurs femmes se sentaient exclues en tant que femmes dans le mouvement noir, et en tant que noire dans le mouvement féministe, leur laissant bien peu d'espace dans les théories libératrices de l'époque. Malgré tout, elles continuaient à avoir un engagement fort à la cause des femmes, des noir·e·s et à la lutte anticapitaliste. Entre autre dans *Genre, Sexe et Classe* d'Angela Davis, il est montré comment la condition des femmes noires américaines est inséparable de la pauvreté et des processus capitalistes. Ainsi, lorsque Crenshaw a présenté son concept d'intersectionnalité, il y avait déjà près de 20 ans d'écrits politiques, issus de mouvement politiques révolutionnaires, qui présentaient comment les effets de systèmes d'oppressions étaient particulièrement visible dans le contexte des personnes affectées par plusieurs de ces systèmes.

Cette analyse était malgré tout un renversement de l'universalisme de l'homme blanc, dans lequel les personnes racisées ou les femmes étaient des exceptions à la motion générale du monde. L'objectif était de remettre les marges au centre, plutôt que de laisser des voix plus privilégiées taire les spécificités de leurs luttes. De plus, l'anticapitalisme, le féminisme ou la lutte antiraciste sont les bases de ces analyses, qui visaient explicitement à renverser le système capitaliste, le patriarcat et la suprématie blanche et se réclamant explicitement du marxisme.



La perspective intersectionnelle, en tant que critique du capitalisme, permet de remettre en contexte la consommation responsable. En effet, bien que la consommation responsable reste une façon d'écartier et de blâmer les pauvres pour la dégradation de la planète, puisqu'elles ne font pas assez d'efforts en achetant les biens « écologiques », les contradictions les plus importantes ressortent lorsque l'on prend en compte comment les communautés non-blanches sont touchées par de telles politiques. Par exemple, les campagnes pour interdire l'eau embouteillée ne prennent pas en compte le fait que plusieurs réserves autochtones n'ont pas d'eau courante. Il est important de prendre en compte les personnes les plus marginalisées afin de développer une analyse qui libère tout le monde.



10 Intersectionnalité et écologie

Le système capitaliste et son insatiable besoin de croissance ont tôt fait de mettre à mal les écosystèmes terrestres.

De plus, la prise en compte du patriarcat dans la création du capitalisme permet de mieux penser aux dynamiques par lesquelles des communautés relativement autonomes voient s'implanter et s'intensifier l'exploitation capitaliste. En effet, le capitalisme a toujours un besoin grandissant pour de nouveaux marchés et de nouvelles forces vives. C'est ce que l'on remarque lorsque des communautés autochtones sont déplacées pour mettre en place des projets miniers. Laissés à eux et elles-mêmes, la plupart finissent par se joindre à la force de travail des centres urbains.

Ainsi, les féministes noires américaines sont toujours pertinentes afin de comprendre les enjeux soulevés par la crise environnementale actuelle. La perspective intersectionnelle, telle que façonnée à sa racine, au sein d'une perspective anticapitaliste, féministe et antiraciste, est essentielle pour s'assurer de ne pas reproduire les inégalités au sein de nouvelle société que nous devons construire sur les cendres de l'ancienne.

QUI POLLUE QUAND LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS LE FONT MOINS ? (VO)

La conférence de Paris, dès le départ, visait à prendre l'année 1990 comme année de référence pour la réduction des gaz à effet de serre (GES). Cette année semblait critique pour plusieurs observateur.trice.s internationaux, puisqu'il s'agissait d'une année charnière dans le commerce mondial : le début d'une accélération des délocalisations massives vers des pays comme la Chine, l'Inde ou le Mexique. De cette façon, les accords internationaux mis en place, comme le Traité de Paris de 2015, servaient principalement les intérêts des pays du Nord, en transférant la responsabilité des gaz à effet de serre aux pays nouvellement en charge de la production industrielle. Selon cette logique, l'année 1990 devait être celle à partir de laquelle les pays du nord atteignent le pic de leurs émissions de GES et nous devrions observer une augmentation de la production de GES au Mexique, tandis que le Canada et les États-Unis verraient une diminution.

On remarque que le pic d'émission de gaz à effet de serre attendu en 1990 s'est produit vers 2005-2008 pour les États-Unis et le Canada. Pour le Canada, la raison est simple : l'Alberta, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse ont mis en place des programmes pour convertir les usines au charbon en des usines au gaz naturel. À production électrique équivalente, le gaz naturel produit près de 2 fois moins de GES, si l'on ne prend en compte le processus d'extraction¹, permettant la baisse observée après 2008. Bref, certains efforts ont été mis en place par le Canada et les États-Unis, mais surviennent au même moment que le prix du charbon augmente.

Toutefois, entre 1990 et 2013, la production de gaz à effet de serre a augmenté de 1,3% au États-Unis², de 20,5% au Canada³ et de 40% au Mexique⁴. La décision américaine de se retirer de l'accord de Paris peut sembler contradictoire, mais il faut observer les raisons systémiques qui expliquent ces transformations. Dans ces trois pays, la principale contribution à la hausse de production de gaz à effet de serre vient de la hausse de la consommation énergétique. Entre 1990 et 2015, la consommation d'énergie a augmenté de 15% aux États-Unis, de 20% au Canada

et de 66% au Mexique. Toutefois, les données permettent d'aller plus loin et de mettre encore plus en évidence le rôle de la consommation et de la délocalisation industrielle dans la consommation électrique.

Au Mexique, les statistiques gouvernementales sur la consommation énergétique en disent long sur les liens entre la consommation nord-américaine et les industries mexicaines. La croissance de la consommation énergétique au Mexique provient surtout des secteurs industriels et des transports, qui ont augmenté respectivement de 52% et de 98% entre 1990 et 2019. En comparaison, l'utilisation énergétique résidentielle mexicaine, entre 1990 et 2016 n'augmente que de 17%. Il est clair que le transfert des industries vers le Mexique a amené une forte croissance des gaz à effet de serre.

Ainsi, la ratification de ces accords ne signifie absolument pas que des efforts sont effectués, ou que des cibles seront atteintes. Ces accords sont implémentés sur une base volontaire et sont non-contraignants.





Pour plusieurs pays, il s'agit principalement d'une manière d'obtenir du paraître comme bon joueur sur la scène internationale, donner l'apparence de collaborer avec les autres pays. Les beaux discours des gouvernements ne font que masquer qu'ils continuent de développer des industries polluantes, comme le gouvernement Trudeau qui a acheté un pipeline de 4 milliards permettant d'augmenter la production de sable bitumineux de près de 590 000 barils par jours.

Entre 1990 et aujourd'hui, la croissance économique n'a pas cessé, et donc la production de GES ne cesse d'augmenter. Que les usines soient au Canada ou au Mexique n'y change rien : tant que les industries croissent, les GES vont croître. Les décisions individuelles, s'éclipsent derrière les décisions industrielles internationales. Aucune solution sensée n'est venue

des États sinon que de transférer notre pollution aux pays du Sud et de mettre en place encore plus de centrales électriques fonctionnant aux combustibles fossiles. Il faut lutter contre les industries polluantes et autres projets de développement et trouver des solutions collectives à la consommation galopante qui affecte nos vie.

1- L'extraction du gaz naturel peut entre autre se faire par le fracking, qui est particulièrement plus polluant (et risqué) que l'extraction du charbon.

2- <https://bit.ly/3azBP1x>

3- <https://bit.ly/2RJvqvo>; les documents sont cités une fois, la plupart des chiffres présentés proviennent des comptes de chacun des pays.

4- <https://bit.ly/2RH4Zqd>





SOUTIEN INCONDITIONNEL À LA RÉSISTANCE DE KANEHSATÀ:KE

(VO)



L'automne dernier, Al Harrington et d'autres résident.e.s de Kanehsatà:ke ont fait une grève de la faim de quinze jours afin de dénoncer le vol de leurs terres par un développeur immobilier.

1. Mise en contexte historique

Dans cette région, et ce depuis le 18^e siècle, les Mohawks revendiquent leur droit sur les terres qui ont été au cœur de la Crise d'Oka.

Dans les années 1960, un terrain de golf est aménagé sur une partie des terres revendiquées. Fait important : sur ces terres se trouve un cimetière mohawk.

En 1990, en plus du dévoilement d'un projet d'agrandissement du golf, le maire d'Oka approuve un projet de développement immobilier de luxe. Ce projet empiète sur une pinède qui fait partie du territoire mohawk. À la suite de cette annonce, le 10 mars 1990, des membres de la nation mohawk initient le blocage d'un chemin de terre qui mène au terrain de golf : le maire réussit à obtenir une injonction qui leur laisse jusqu'au 9 juillet pour quitter. Si iels n'obéissent pas, le maire fera intervenir la police. Ce qu'il fait dès le 10 juillet. C'est la Crise d'Oka.

Voici quelques détails sur la construction du récit historique, son traitement médiatique, des extraits de manuels scolaires d'histoire, et comment le récit a été altéré par rapport aux événements réels.

1.1. La Crise d'Oka

En mars 1990, après que la ville d'Oka eût approuvé un projet domiciliaire de luxe et l'agrandissement d'un terrain de golf, des Mohawks de Kanehsatà:ke commencent à bloquer une route de terre menant au terrain de golf. En vertu d'une injonction, le maire d'Oka leur laisse jusqu'au 9 juillet pour quitter le lieu d'occupation. Si iels refusent, le maire fera intervenir la police : ce qui arriva. La police chargea les Pins de Kanehsatà:ke, lançant des grenades lacrymogènes. S'ensuit un échange de coups de feu où un flic trouvera la mort.

À cette résistance, ajoutons l'appui des Warriors de Kahnawake, qui occupent les routes menant à leur réserve. Débute ensuite le blocage du pont Mercier en pleine heure de pointe.

La résistance mohawk s'intensifie, la présence policière aussi (1000 policièr.e.s de plus). Les résident.e.s d'Oka et de Châteauguay manifestent alors leur mécontentement : lors d'une manifestation,

des habitant.e.s de Châteauguay brûlent un mannequin représentant un Warrior en criant « sauvage ». Pendant les semaines qui suivent, contrairement à ce que dit le gouvernement, les vivres – parfois sabotées – et les médicaments se rendent difficilement. La circulation est surcontrôlée, les journalistes sont repoussé.e.s et contrôlé.e.s par l'armée.

Le 8 août, la police est ainsi remplacée par l'armée, et les négociations débutent. Plusieurs événements surviennent, notons en deux importants :

- ♦ Le 26 août, alors qu'un convoi d'enfants, de femmes et d'ainé.e.s quitte les lieux de l'occupation, des habitant.e.s d'Oka leurs jettent des pierres. Un Mohawk est atteint en plein thorax, il s'agit de la première et seule mort par lapidation de l'histoire du Canada.
- ♦ Le 8 septembre, Randy Horn, militant mohawk, est brutalement battu par l'armée. Malgré la nécessité de voir un médecin rapidement, les Mohawks se retrouvent contraint.e.s à négocier pour y avoir accès.

Ce n'est que le 26 septembre que le siège prend fin. Les forces de l'État profitent alors de la fin du siège pour se venger sur les militant.e.s, qui seront brutalisé.e.s.

Pendant et après la Crise d'Oka, ce sont les Warriors qui ont généralement été présenté.e.s comme détenteur.trice.s et utilisateur.trice.s de la violence. Les médias francophones parlent de militant.e.s armé.e.s et ne mâchent pas leurs mots en les cataloguant de terroristes. Dans des reportages diffusés par les principaux médias francophones en 2005, 2010, et 2015, la mort du Caporal Lemay est sans cesse au centre des propos. Par contre, jamais la mort du sexagénaire mohawk n'est mentionnée.

1.2. Été 2019

À l'été 2019, des tensions entre le maire d'Oka – qui a tenu des propos inacceptables au sujet des Mohawks – et le grand chef Serge Simon nous rappellent la Crise d'Oka, alors qu'elles s'inscrivent dans des enjeux territoriaux. Voici un extrait qui explique ce qui s'est passé :

« *Le torchon brûle entre les deux hommes depuis plusieurs jours. Au centre de leur guerre de mots : un projet de rétrocession*



aux Mohawks de certaines terres boisées, dont une partie de la pinède qui s'était retrouvée au cœur de la crise d'Oka, en 1990.

Le maire Quevillon affirme depuis que le territoire de Kanehsatà:ke est aux prises avec un problème de 'cabanes de cigarettes et de cabanes de pot', soit un grand nombre d'échoppes où il est possible de se procurer ce qui est bien souvent, selon les lois coloniales en place, du tabac et de la marijuana de 'contrebande'.

M. Quevillon a également soutenu que le projet de rétrocession de terres allait faire plonger la valeur foncière des résidences d'Oka, en plus d'entraîner la multiplication incontrôlée de ces 'cabanes'. »

1.3. La grève de la faim

Au cœur du conflit actuel est la construction de plusieurs centaines de maisons dans un territoire accordé au peuple mohawk depuis 1718. L'objectif de cette grève de la faim est d'interpeller le gouvernement afin qu'il prenne au sérieux les demandes de la maison longue, notamment que se tienne un moratoire sur le développement immobilier sur le territoire de Kanehsatà:ke.

2. Colonialisme et capitalisme

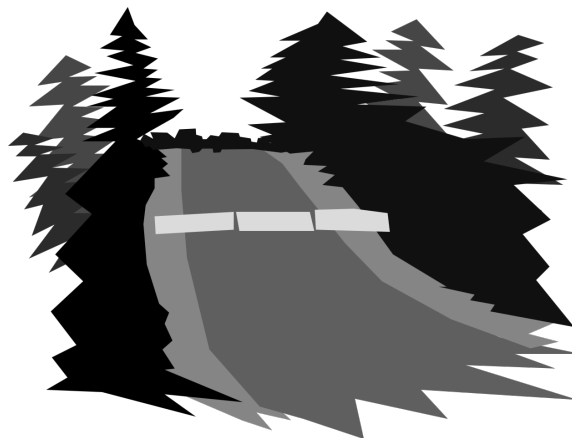
Partons de l'auteur autochtone Glen Coulthard, qui fait honneur au travail d'un autre illustre militant décolonial Frantz Fanon, dans son livre « Peau rouge, masques blancs ».

Dans cet ouvrage, l'auteur démontre les limites d'une politique de reconnaissance et de réconciliation de l'État qui ne font que consolider le pouvoir colonial du gouvernement canadien. Et la séquence que nous vivons aujourd'hui en est la preuve : en faisant une grève de la faim, Al Harrington, un membre de la communauté kanehsatà:ke, a fait une démonstration de dignité politique extraordinaire. Coulthard nous éclaire aussi sur l'existence d'une identité politique autochtone inassimilable en dépit d'une répression coloniale écrasante. D'autre part, il nous rappelle que les politiques de reconnaissance ne sont qu'une façade et un subterfuge¹. Elles ne protègent pas les peuples autochtones d'une exploitation de leurs terres. Al Harrington a aussi mené cette grève de la faim afin d'attirer l'attention sur un conflit territorial de longue date qui a été ignoré par les autorités coloniales pendant plus de 300 ans, et qui a été ravivé avec la « crise » d'Oka en 1990.



Le libéralisme prétendument antiraciste et multiculturaliste porte ses limites dans ses racines.

Comme le développement du mode de production capitaliste est lié à l'expansion



coloniale, la pratique de dépossession ne peut que se perpétuer continuellement. C'est d'autant plus le cas quand il s'agit d'une colonie de peuplement, comme l'illustrent les propos d'Ellen Gabriel : « *C'est le gouvernement qui nous cause du mal et qui laisse des développements être faits sur nos terres 'vendues' frauduleusement. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités dans ce conflit qui perdure aujourd'hui.* »

En effet, Glen Coulthard nous rappelle que : « *même si la reconnaissance est élevée au statut de 'droit vital' et que cela représente une amélioration par rapport aux stratégies antérieures d'exclusion, de génocide et d'assimilation qui ont été mises en place au Canada, je soutiens plus loin que la logique selon laquelle la 'reconnaissance' est conçue comme quelque chose qui est 'accordé' ou 'offert à un groupe ou une entité subalterne par un groupe dominant', que cette logique est donc vouée à l'échec, car incapable de modifier, encore moins de transcender, l'ampleur du pouvoir qui est en jeu dans les relations coloniales.* ». Nous pouvons compléter avec une citation souvent répétée : « *Une indépendance concédée n'est qu'un aménagement de la servitude.* »

Voilà comment il est possible d'avoir une politique publique de reconnaissance des peuples autochtones, tout en supportant ce qui est fondamentalement un génocide culturel.

Pour un droit des peuples à disposer d'eux même, nous soutenons la nation Mohawk !

Adapté d'un texte écrit originellement par le collectif **Pour une dignité politique**.

1- « La domination coloniale prend désormais la forme de mécanismes de reconnaissance et d'accommodation par l'État. [...] [La] reproduction des rapports coloniaux repose [désormais] sur l'habileté de celui-ci à convaincre les peuples autochtones d'adopter, de façon implicite ou explicite, les formes de reconnaissance *asymétriques* et *non réciproques* qui leur sont imposées ou accordées par la société et l'État coloniaux. » : Extrait de Glen Coulthard, *Peau rouge, masques blancs* (2014).

Bassin versant : Territoire sur lequel l'eau se vide dans un même cours d'eau, souvent une rivière ou un fleuve. Il s'agit d'une unité importante en terme d'écologie puisque la pollution d'une source en amont affecte le reste du bassin versant. L'île de Montréal est située dans le bassin versant du Saint-Laurent, dans lequel se déversent les Grands Lacs.

Biodiversité : La biodiversité est la grande variété d'espèces vivant dans un écosystème donné. La biodiversité est importante pour la résilience d'un écosystème en cas de modification environnementale. Par exemple, si une saison est plus longue, une espèce déjà présente, fonctionnant mieux avec cette modification peut augmenter sa population et compenser la réduction de la population des espèces ne pouvant fonctionner dans ce nouveau climat. Malheureusement, la biodiversité terrestre est fortement affaiblie depuis des dizaines d'années.

Capitalisme: Système économique dans lequel une minorité de possédant-e-s achètent le travail de la majorité pour le revendre plus cher. L'argent produit par cet exercice crée en partie un capital réinvesti dans davantage de moyens de production, amenant une croissance économique théoriquement infinie. Dans cette perspective, tout est optimisé en fonction de la réduction des coûts. Ainsi, les biens commencent avec l'extraction de ressources pour finir au dépotoir, contrairement aux logiques circulaires écosystémiques.

Carbone : Élément présent en grande quantité dans la plupart des composés organiques, comme le bois, le charbon ou le pétrole. La combustion de ces composés produit une réaction d'oxydation, relâchant, entre autres choses, du dioxyde de carbone (CO₂), un gaz à effet de serre.

Cycle du carbone : En dehors de l'activité humaine, les plantes absorbent les gaz à effet de serre, entre autres pour nourrir les parties de la plante par la respiration cellulaire. Le dioxyde de carbone est nécessaire à la vie des plantes et leur permet de produire de l'oxygène. En contrepartie, cet oxygène est utilisé par les animaux, qui, eux, respirent de l'oxygène en émettant du dioxyde de carbone.

Dioxyde de carbone (CO₂) : Gaz produit, entre autres, par l'activité humaine, et qui est responsable

de l'effet de serre ce qui, à son tour, augmente la quantité d'énergie solaire absorbée par l'atmosphère et, en retour, augmente la température terrestre moyenne. Mieux connu sous le nom de gaz carbonique ou CO₂.

Dépotoir/écocentre : Invention du 19^{ème} siècle servant à engranger les déchets générés par les villes. Avant cette période, la plupart des biens étaient réutilisés ou constitués de matières facilement dégradables. La plupart des plastiques sont apparus dans les années 1910s.

Écoblanchiment : Plus communément appelé « greenwashing ». Pratique publicitaire trompeuse visant à faire passer une organisation, un produit ou une pratique comme écologique. Un exemple d'écoblanchiment serait une publicité de détergent qui présente le produit comme écologique, car il contient moins de phosphate que d'autres produits, alors qu'une solution réellement écologique serait d'éliminer complètement le phosphate.

Écofascisme : Doctrine d'extrême-droite qui reconnaît l'existence des changements climatiques, mais qui recommande une diminution de la consommation à travers une diminution drastique de la population mondiale. Les écofascistes recommandent typiquement le génocide des populations non-blanches.

Écologie : Science qui étudie les écosystèmes, leur fonctionnement et leurs relations. Les écosystèmes sont un ensemble d'espèces qui vivent en maintenant un certain équilibre sur une longue durée et dans un environnement défini. Pour comprendre les dynamiques existant dans un écosystème, des cycles spécifiques sont pris comme éléments de base, par exemple le cycle de l'eau. Ceci est possible parce les différents écosystèmes sont marqués par des équilibres dans lesquels les populations de différentes espèces utilisent des ressources de manière complémentaire.

Écologie sociale : Courant de pensée tentant de comprendre les répercussions des formes d'organisation sociales sur les écosystèmes. Une des thèses intéressantes est celle de Murray Bookchin qui suggère que les formes de sociétés basées sur la domination ont tendance à dominer les écosystèmes.

Écologiste : Ce dit d'une personne ou d'une communauté qui défend des pratiques favorisant le maintien des écosystèmes.

Environnement : Ce qui entoure une personne ou une communauté. L'environnement peut être naturel ou construit.

Internet : Réseau d'ordinateurs interconnectés, qui consomme autant d'énergie que le secteur aérien en entier. Une énorme quantité de serveurs, nécessaires au transfert et à l'entreposage de l'information, se situe en sol états-unien, où l'électricité est encore produite au charbon et au gaz naturel. Ainsi, la plupart des sites web utilisent entre 10 et 50% d'électricité provenant de combustibles fossiles.

Évolution : Théorie selon laquelle les espèces s'adaptent à leur environnement, en fonction des autres espèces présentes et du biome (désert, toundra, etc) dans lequel évolue une espèce. Comprends généralement l'écologie des populations, qui explique la croissance et décroissance des populations. Par exemple, le pissenlit est devenu une espèce envahissante dans le contexte de l'utilisation massive de pâturin du Kentucky (gazon) dans les milieux urbains. Les processus évolutifs s'étant produits sur des milliers d'années, il est évident que les changements climatiques actuels ne pourront pas être amortis par l'évolution.

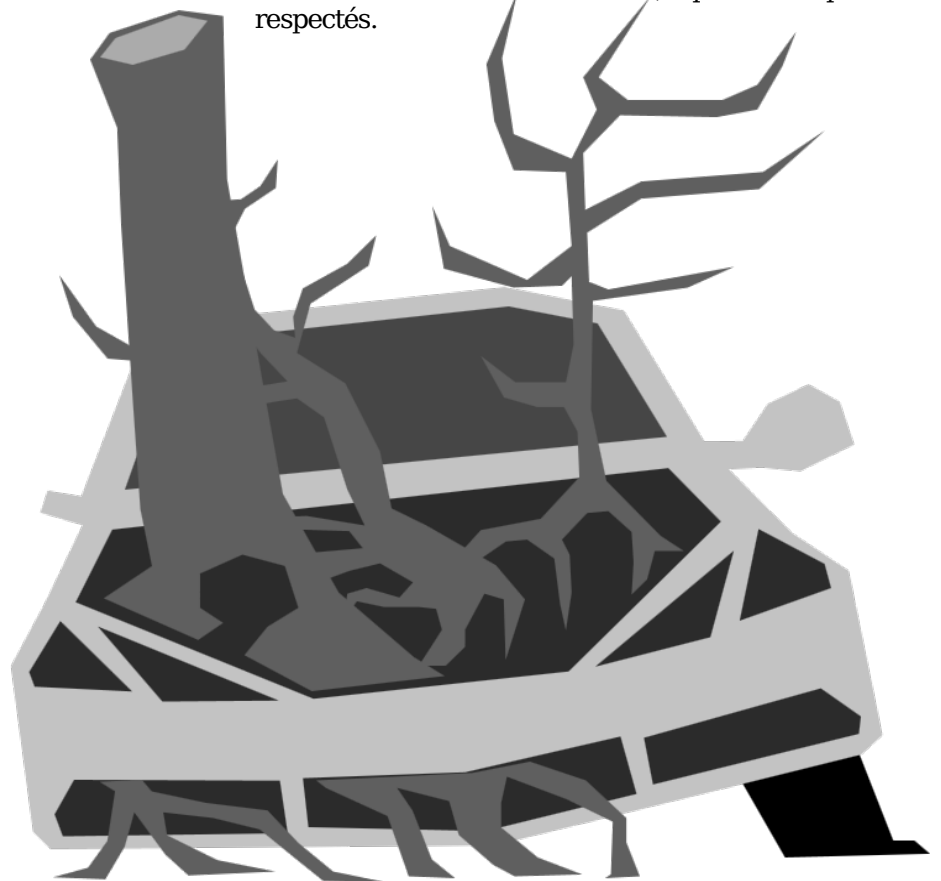
Réchauffement climatique : À cause de l'action humaine, entre autres liée à l'utilisation massive de combustibles fossiles, l'effet de serre s'est renforcé, créant un réchauffement de la température moyenne planétaire à partir du début du 20ème siècle. Ce réchauffement se produit de manière inégale sur la surface terrestre, avec des zones plus ou moins fortement affectées, ainsi que des perturbations dans la quantité de précipitations ou dans la durée des saisons. Le terme généralement employé est changements climatiques.

-4,3 Celsius : La variation de température globale entre la dernière ère glaciaire, il y a 24 000 ans, et 1850. À cette époque, la couche de glace au-dessus de New York était d'environ 4 kilomètres. De nombreux phénomènes sont perturbés par une telle variation. Que l'on pense aux courants marins, aux courants aériens ou à l'emprisonnement de carbone dans les glaciers et dans le pergélisol.

1,1 Celsius : L'augmentation de la température terrestre moyenne entre 1850 et 2017.

2,0 Celsius : L'objectif visé par l'accord de Kyoto quant à la modification du climat d'ici 2100.

5,4 Celsius : L'augmentation de la température prévue d'ici 2100, en vue des objectifs donnés à la conférence de Paris en 2015, qui n'ont pas été respectés.



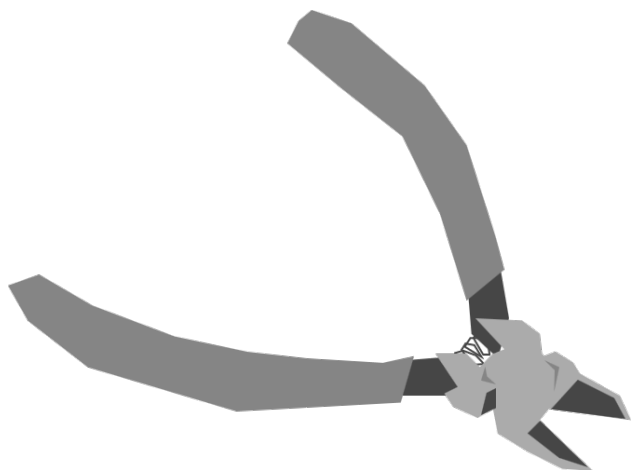
Quand l'Internet est slow : une brève histoire des transports

L'impression de consommer anormalement se base toujours sur une comparaison avec notre entourage. Toutefois, la consommation, comme la production des biens et services dépend des infrastructures de transport et de communication. Ces infrastructures sont développées à coups de milliards chaque année, aux dépens des communautés et des écosystèmes. Il devient donc important de penser aux étapes de colonisation du territoire pour remettre notre consommation en contexte.

Avant 1860, la rivière : Si vous prenez le temps d'observer, la plupart des villes et villages construits avant 1860 sont construits à proximité d'une rivière. La raison est simple : le transport maritime **était la principale manière de s'y rendre**. Plusieurs villages dans le nord du Québec ne sont toujours reliés que par voie maritime.

1860, Pony Express : En 1860, la façon la plus efficace d'envoyer une lettre de Kansas City (Missouri) à Sacramento (Californie) était de la passer de main à main entre des cavaliers, qui se relayaient à chaque 10-16km. Il fallait 10 jours pour traverser cette distance.

1886, le Canadien Pacifique : Après quatre années de scandales et la destruction de nombreux écosystèmes, entre autres ceux des bisons des prairies, en 1886, le premier train de passager-ère-s relie Montréal et la Colombie-Britannique et prend 8 jours pour traverser le pays.



1903, première traversée de l'Amérique en voiture : En 1903, une première voiture traverse l'Amérique, avec un mécanicien, en 63 jours.

1918, l'aéropostale : La première compagnie d'aviation fondée pour transporter du courrier en 1918.

1927, l'aéroport de St-Hubert : Son opération a débuté en 1927. Il s'agit du premier aéroport de la région montréalaise. Il sera remplacé en 1941 par l'aéroport de Dorval.

1928, la Lincoln Highway : En 1928, les derniers 25 kilomètres de la Lincoln Highway sont pavés, terminant la première autoroute transaméricaine, qui permettrait théoriquement de traverser le continent en 63 heures.

1928, avion de George V : Première personne à bénéficier d'un avion privé.

1950s, les autoroutes : Les autoroutes commencent à être construites dans les années 50, au Québec comme ailleurs, après la crise des années 30s et la Deuxième Guerre mondiale. Les scandales continuent, forçant le gouvernement du Québec à fonder le BAPE suite à la construction de l'autoroute Dufferin-Montmorency.

1951, le téléphone : 100 000 personnes étant désormais abonnées au téléphone dans la région de Québec, les premiers numéros à 6 chiffres font leur apparition. En 1961, les numéros de téléphone ont désormais 7 chiffres.

1958, oléoduc transcanadien : Le premier oléoduc transcanadien est construit entre l'Alberta et Toronto.

1985, l'autoroute 40 : Le lien entre Montréal et Québec par la Rive-Nord est complété par l'autoroute 40.

1996, premier pétaoctet : En 1996, pour une première fois, plus d'un pétaoctet (1 000 To, ou 1 000 000 Go) de données est transféré sur internet en un mois. En 2006, ce sera le premier Po transféré depuis des appareils mobiles. En 2017, 122 000 Po ont été transférés.

2008, numéros à 10 chiffres : Trois chiffres supplémentaires sont ajoutés aux numéros de téléphone, témoignant d'une plus large base d'utilisateur-trice-s.





ENTREVUE AVEC PIERROT ROSS-TREMBLAY

(VO)

Ceci est un extrait d'une entrevue originalement plus longue avec l'auteur et résistant Pierrot Ross-Tremblay, Essipiunnu (Innu Essipit). Il a publié récemment le livre «Thou Shalt Forget : Indigenous Sovereignty, Resistance and the Production of Cultural Oblivion»¹. Cette entrevue a été réalisée avec l'aide de «Ni Québec, ni Canada: projet anticolonial»².

Cet article est la réponse de l'auteur à la question suivante : **Comment entrevoyez-vous les pistes d'actions qui permettent à la fois d'articuler collectivement pour les Premiers Peuples la revalidation de vos souverainetés ancestrales, de bâtir un mouvement commun qui nous unisse, et de protéger les territoires ?**

D'abord, il est fondamental que les récits de nos résistances soient connus, que nos traditions intellectuelles porteuses de nos conceptions soient largement rétablies comme points de référence valable pour penser le présent, garder vivace la vision et l'esprit révolutionnaire d'une manière d'être au monde et d'interagir avec le vivant. Les personnes maîtrisant nos langues, nos savoirs, en particulier les Aînés, et surtout les grands-mères, doivent reprendre une place centrale dans les espaces décisionnels. On ne peut plus se priver de leurs savoirs, conscience, souci éthique, vision intergénérationnelle et intelligence politique, de leur sens de la santé et de la justice. Les bureaucrates, les experts en communication, les comptables, les avocats surtout, se sont largement substitués à l'indispensable parole des Aînés; cette accapuration du pouvoir a eu des conséquences éthiques profondes dont nous saisissons mieux l'ampleur aujourd'hui. Cela a eu un impact en particulier sur notre conscience de nos relations avec le vivant, et des sources réelles de nos lois et souverainetés ancestrales. La marginalisation de nos modes décisionnels ancestraux par des «représentants» fondant leur autorité sur des structures coloniales a aussi engendré une certaine cécité des nôtres quant à l'impératif d'une résistance permanente à l'occupation. Ces usurpations sont alimentées par des pulsions d'accumulation matérielle à tout prix, fantasmes d'être aimé et reconnu par la société et les institutions coloniales, par peur d'être identifié comme trop critiques ou radicaux, etc.

exogène³ du conseil de bande. Ces lieux où les gens se rencontrent, réfléchissent ensemble aux besoins communs et transforment ces savoirs communément produits en actions concrètes. Actions qui donnent un corps à nos visions communes, qui dirigent et propulsent consensuellement notre grand canot. Qui peut le faire à notre place ? La recherche génère ces instances de libération où tous peuvent également parler et libérer leur récit et esprit, et où une intelligence collective est générée, ou un nouveau récit se matérialise, et surtout où on trouve des solutions concrètes à nos défis communs. Seules des solidarités denses et effectives vont matérialiser nos visions communes. Il est particulièrement critique que les gens ayant été victimes d'abus de toutes sortes, dont les abus de pouvoir, puissent se raconter. Ils savent mieux que quiconque dire si une autorité est légitime ou pas. Il est vital d'accéder à l'intelligence des femmes sur le sujet. On a un ménage à faire dans notre maison, surtout chez les hommes, et il y a beaucoup de choses à sortir et à guérir : Pour retrouver un vrai sens de la justice et une puissance intérieure optimale, pour retrouver l'esprit de famille et la force irrépréhensible d'un mouvement indigéniste et collectif, il faut se décoloniser de l'intérieur et psychologiquement.

En ce qui concerne la communalité de nos initiatives, les forces révolutionnaires autochtones, allochtones et aussi internationales doivent inévitablement confluer et s'unir en vue d'en arriver à une transformation effective, pour une libération réelle des griffes coloniales mortifères, et pour une transition autant épistémologique que politique et écologique. L'idée de domination de la nature et des humains par les humains n'est plus tenable. La défense d'Assi (Terre), nos obligations envers les générations futures et la dignité humaine sont des engagements transversaux qui résonnent profondément en nous tous. Vous comprendrez qu'étant des microgroupes contraints de vivre dans des conditions souvent exécrables, il ne faut pas nous mettre la responsabilité de transformer toute la société coloniale et d'apporter des remèdes



Ensuite, il faut continuer à ouvrir des espaces et cercles comme nous l'avons fait ces dernières années, à l'extérieur des instances du pouvoir colonial, notamment à l'extérieur de la structure

à tous les maux de votre société. Ce serait injuste et écrasant. Mais ce que les Premiers Peuples peuvent apporter, je pense, c'est une vision ancienne, profonde et viable, une direction pour un véritable plan de transition avec le moins de heurts possible.

Il est temps de recycler ce qui peut l'être, de réorienter le navire en vue de concrétiser des visions trop longtemps gardées sous silence et enfin permettre la naissance de nouveaux designs, non conçus pour dominer et anéantir, mais pour nourrir et rendre plus forts, plus dignes. Nos approches sont ancrées dans des cosmogonies⁴ et des sciences d'une richesse insoupçonnée ainsi que foisonnante de philosophies et d'éthiques, faisant l'apologie de l'humilité, du respect, de la frugalité, de l'impératif de l'entraide, de la valeur du consentement et du consensus. Des remèdes aux postures non-viables nous ayant été imposées depuis plus de 4 siècles. Pussions-nous accéder à ces perspectives moins matérialistes et nourrir un monde post-anthropocentrique, post-misogyne, à l'esprit trans-générationnel et cosmopolitique.

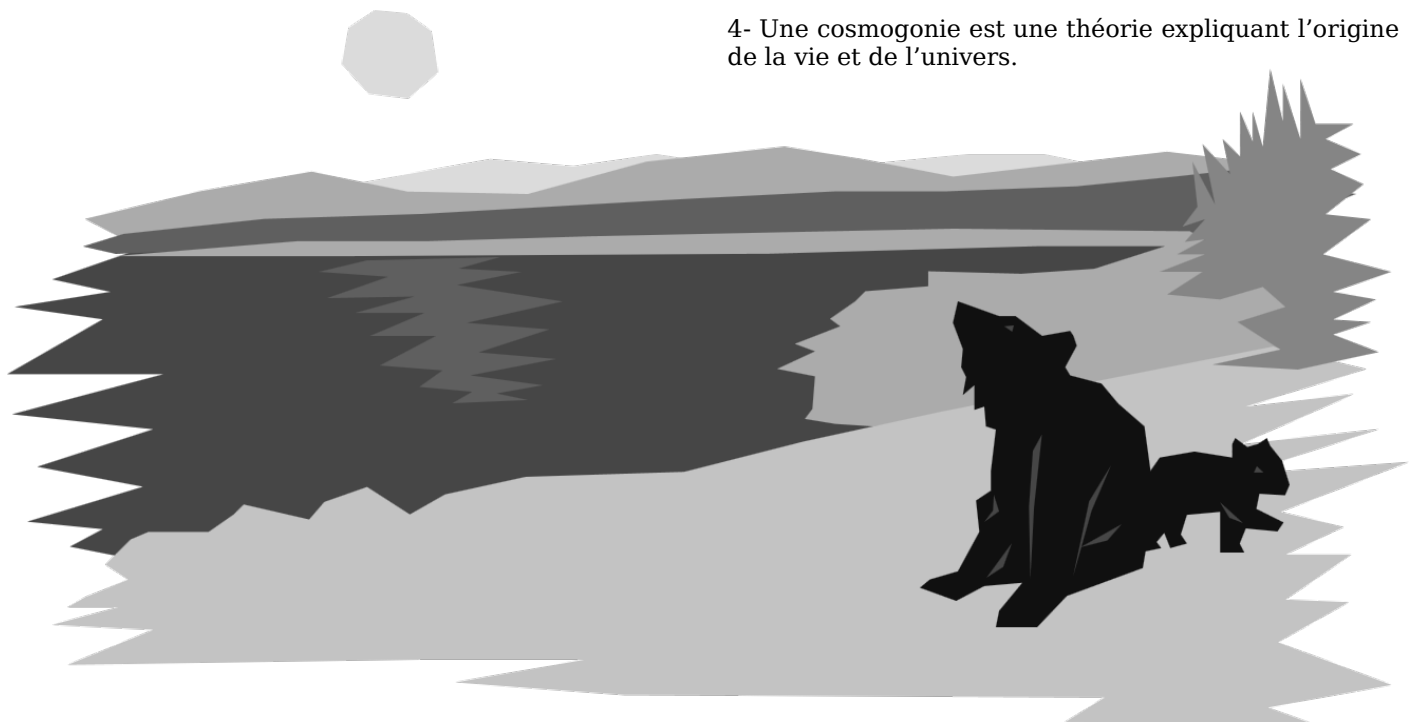
Notre espèce est devant un choix vital. Les gens qui nous entourent demeurent ceux avec qui nous ferons concrètement la nouvelle révolution; un changement inédit de posture face à la Terre et à nous-mêmes comme humains. Pour optimiser la confluence, il faut adresser deux critiques fondamentales que les penseurs autochtones ont tendance à faire aux mouvements révolutionnaires : leur «urbanité» et leur nihilisme ou vision réduite de la vie. Or, la complémentarité dans nos approches et la responsabilité relationnelle sont clés. Nous sommes devant des choix inévitables en tant qu'êtres humains. Mais de plus en plus d'entre nous, et surtout chez la génération montante, le choix est déjà fait. Et il n'y a plus beaucoup d'options pour permettre aux générations qui viennent d'exister.

1- Pierrot Ross-Tremblay, *Thou Shalt Forget : Indigenous Sovereignty, Resistance and the Production of Cultural Oblivion*, University of London Press (2019).

2- Une entrevue plus longue sera accessible sous peu au site web à l'adresse suivante : niquebecnicanada.anarkhia.org

3- Exogène est l'opposé d'endogène; une structure exogène est imposée par un pouvoir extérieur.

4- Une cosmogonie est une théorie expliquant l'origine de la vie et de l'univers.





RACISME ET DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE'

(VO)

Les personnes racisées sont victimes de nombreuses discriminations. Par exemple, le revenu moyen des personnes rapportées comme minorités visibles dans le recensement de 2016 est de 30% inférieur à celui des personnes blanches. D'autres manifestations incluent le fait que les usines polluantes et les dépotoirs se retrouvent fréquemment sur des territoires regroupant des populations racisées et autochtones. On pourrait penser que le développement capitaliste préfère simplement les territoires habités par des personnes plus pauvres, mais la richesse n'explique pas tout. La réalité est que le développement capitaliste sert souvent de prétexte pour des politiques racistes.

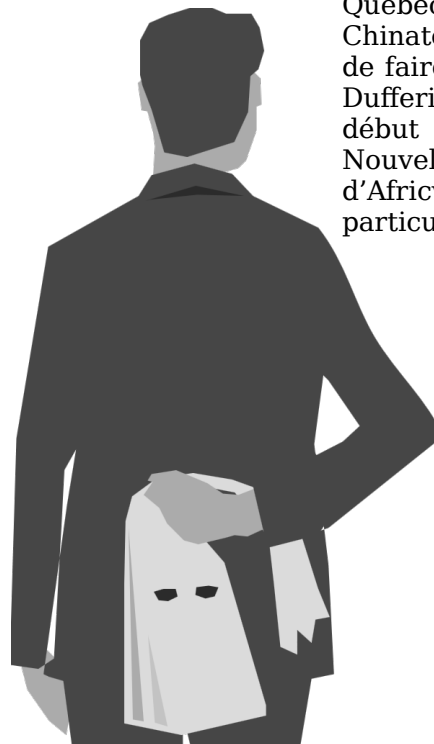
On constate généralement que l'opinion publique est beaucoup moins réceptive aux arguments des personnes racisées. L'exemple qui s'est produit à Oka cet été est parlant. Suite à l'annonce d'une vente de terrain à Kanasatake pour le développement de plusieurs centaines de résidences de luxe, le conseil de bande a écrit une lettre au promoteur pour lui demander de respecter un traité du 18ème siècle qui leur donnait droit aux terres en question. Notez qu'il ne s'agit ici que d'une simple lettre. Il n'est même pas question de manifestations, de blocages ni d'action provoquant généralement une couverture médiatique négative. Suite à cette lettre, le maire d'Oka a répondu que la ville serait enclavée par des « cabanes à cigarettes ». Cette caricature de la culture autochtone décrédibilise les interlocuteur·trice·s autochtones et rend particulièrement difficile les revendications des communautés non-blanches, notamment à cause du racisme présent dans l'opinion publique.

Ce racisme est renforcé par le fait que les communautés racisées ont plus de difficulté à se défendre légalement contre ce genre d'attaques. Elles ont un plus faible taux de diplomation que les communautés blanches, et, conséquemment, des revenus plus faibles, ce qui leur offre peu de moyens pour engager des avocat·e·s, quand il y en a qui sont prêt·e·s à défendre leur cause. Les communautés se retrouvent donc encore plus marginalisées.

Un autre aspect important du racisme environnemental est que la géographie des communautés autochtones n'est pas prise en compte dans le développement territorial québécois ou canadien. En effet, les pinèdes, les rivières et les animaux n'ont pas de valeur marchande pour les gouvernements avant leur exploitation comme ressource naturelle. La conséquence est qu'il ne sont même pas considérés comme aussi importants

que les ponts, les mines, les pourvoiries ou les barrages. Cette distinction majeure fait que les décisions prises par les autorités pour l'aménagement du territoire désavantagent systématiquement les communautés autochtones en dévaluant leurs ressources. Un exemple particulièrement frappant est la noyade de 10 000 caribous dans la rivière Caniapiscou en 1984 lors d'une ouverture massive des vannes par Hydro-Québec. Cet exemple démontre comment les différences de valeur portée au patrimoine bâti, à la faune et à la flore sur le territoire, sur lequel pour le Capital rien n'existe avant d'être colonisé, cause des torts irréparables aux communautés qui y vivaient.

De la même façon, l'importance pour les communautés racisées et autochtones² d'être regroupées est une autre forme de valeur non-considérée dans les projets de développement. À Québec par exemple, le Chinatown a été rasé afin de faire place à l'autoroute Dufferin-Montmorency au début des années 70s. En Nouvelle-Écosse, le cas d'Africville est particulièrement éloquent :



Africville est un quartier noir depuis le milieu des années 1860, fondé par des loyalistes noirs³. Africville a vu, sur son territoire, la construction d'un abattoir, d'un dépotoir et de nombreuses lignes de chemins de fer, avant de subir une destruction complète en 1965. Dans ces deux cas, ce sont des communautés qui furent divisées pour être mieux invisibilisées dans la trame urbaine.

Ainsi, au-delà des simples préoccupations économiques, à l'intérieur même de nos frontières, les personnes blanches sont moins sujettes à subir des développements polluants et envahissant dans leurs quartiers. Malgré les disparités notoires de santé et de qualité de vie des populations pauvres, les populations racisées et autochtones sont particulièrement touchées par les projets de développement et les conséquences d'un racisme supporté par les grands pontes du capitalisme. Nos élites restent au pouvoir en flattant dans le bon sens la majorité silencieuse blanche. Cela se traduit concrètement par des projets économiques ayant un impact disproportionné envers les

communautés racisées. Nos luttes se doivent donc de dépasser le « pas dans ma cour », parce que la conséquence est souvent que le problème se retrouve dans la cour des plus vulnérables. Il faut cibler le problème à sa source, soit la croissance économique perpétuelle nécessaire à la survie du capitalisme. Au final, l'abolition de cette mentalité économiciste destructrice est nécessaire pour s'attaquer fondamentalement au problème du racisme qui gangrène nos sociétés.

1- L'argumentaire présenté est une adaptation de l'argumentaire d'Ingrid Waldron dans *Re-thinking waste: mapping racial geographies of violence on the colonial landscape*, 2018.

2- Aussi culturelles, linguistiques ou même politiques, mais cela dépasse le propos de cet article.

3- Personnes de descendance africaines ayant rejoint les forces loyalistes anglaises durant la guerre d'indépendance américaine, sous promesse d'être affranchies.



L'écofascisme est une idéologie qui fusionne le néo-fascisme et l'écologisme. Les écofascistes partagent plusieurs des mêmes préoccupations qu'ont les environmentalistes de la gauche radicale, c'est-à-dire la protection de la Terre et des animaux face à la destruction écologique résultant du capitalisme. La différence entre les deux positions, bien sûr, c'est que les écofascistes visent à atteindre ces objectifs en utilisant des tactiques basées sur des principes provenant du racisme et de la suprématie blanche.

Certains thèmes populaires chez les écofascistes sont les sentiments anti-réfugié.e.s et anti-migration, le contrôle des populations, les droits des animaux, la mythologie Nordique et ses symboles déjà appropriés par les Nazis dans le passé, une alimentation saine et la santé, un intérêt pour le fascisme ésotérique d'Evola et Savitri Devi, ainsi que des personnages répugnants comme Charles Manson et Ted Kazynski. Avec une longue histoire d'écofascisme tant en Europe qu'en Amérique du Nord, et avec la récente montée de l'extrême-droite, ce n'est pas surprenant que plusieurs groupes et partis politiques néo-fascistes ont adopté des idées écofascistes.

Les écofascistes croient que les terres qui ont été historiquement habitées par les blanc.he.s (c.-à-d. l'Europe) doivent être récupérées en tant que nations blanches. Bien sûr, les écofascistes de l'Île de la Tortue et de l'Australie ont le même genre de discours à propos de l'endroit où iels habitent bien qu'iels soient descendant.e.s des colons sur des terres Autochtones non-cédées. Le tireur d'un attentat dans

un Walmart à El Paso au Texas l'été dernier, blâmait les immigrant.e.s pour la dégradation écologique des États-Unis et proposait le génocide comme route vers un coexistence durable avec la nature. Sur leur défunte page Twitter, le groupe identitaire Northern Identity basé en Colombie-Britannique disait que « la chose la plus efficace que les Canadiens peuvent faire pour réduire leurs émissions, préserver les espaces verts, et améliorer les conditions d'habitation, est de réduire l'immigration ».

La préparation pour un inévitable armageddon fait partie intégrante de l'idéologie du « Fashwave » néo-Nazie, du nationalisme blanc, et de la peur d'un génocide blanc. Dans plusieurs cas, ces idéologues veulent accélérer ce qu'ils voient comme le jugement dernier et ainsi lancer une révolution qui mènera à la création d'un état blanc au cours de leur vie. Selon leur vision du monde, le supposé statut quo du multiculturalisme et de l'inclusion dans la société Occidentale est inacceptable.

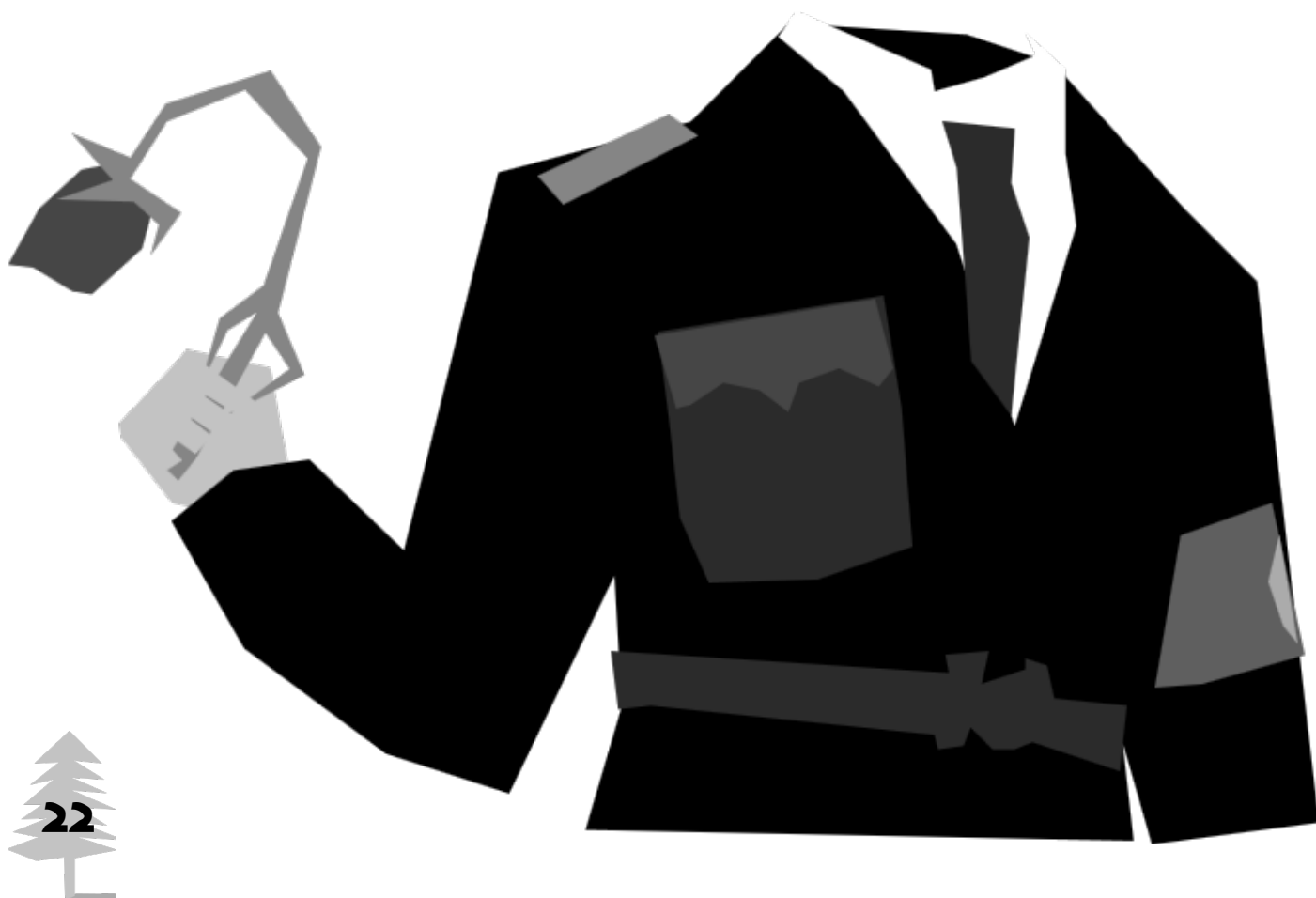


En Amérique du Nord, le Northwest Front est une « organisation politique d'hommes aryens et de femmes qui reconnaissent qu'un état blanc indépendant et souverain dans le Nord-Ouest est la seule possibilité pour la survie de la race blanche sur le continent ». Le Northwest Front dit aussi avoir « le droit à un environnement propre et sain »... ainsi qu'une « stabilité sociale, raciale et environnementale tout en servant de source constante de renouvellement spirituel pour l'Homme en relation étroite avec la nature ». Leur drapeau bleu, blanc et vert, symbolise le ciel en haut, la terre en bas, et le peuple (blanc) entre les deux. Le Northwest Front a été mentionné par Dylan Roof dans son manifeste quand il a tué neuf personnes noires durant un service de prière à la Emanuel African Methodist Episcopal Church au centre-ville de Charleston, en Caroline du Nord.

Le Pine Tree Gang, une branche plus militante du Northwest Front, est un groupe d'écofascistes passionnés du Unabomber, dans la région nord-ouest des États-Unis. L'esthétique du groupe mimique celle de la Atomwaffen Division, une autre organisation en cellules décentralisées responsable d'au moins cinq meurtres. Le 20 octobre

2018, le Pine Tree Gang a annoncé le lancement d'un nouveau site Web appelé « Eco Fascist Order ». Essentiellement, c'est une organisation formée par certains des membres les plus proéminents du Pine Tree Gang et du Northwest Front, pour recruter d'autres nationalistes blancs à leur cause qui est à la fois basée dans le fascisme et l'écologisme. Ces deux groupes sont partisans d'une théorie voulant qu'une terre promise à la race blanche appelée « Cascadia » existe aux États-Unis dans l'Idaho, l'Oregon, l'état du Washington, et l'ouest du Montana. Ils s'imaginent Cascadia comme l'état blanc du futur; une terre pure, vierge, et exclusivement blanche.

Avec des mouvements écologistes politiquement mixtes (p. ex. Extinction Rébellion) prenant plus d'ampleur, il sera important de surveiller leur infiltration par des activistes de la droite. Les discours écologistes centrés sur le contrôle des populations, les politiques migratoires, et la pureté de quelque forme qu'elle soit, doivent être contrés. Une approche décoloniale doit être priorisée, avec des personnes Autochtones en avant-plan. Les luttes sociales et écologiques doivent être combattues ensemble.





À LA GAUCHE ANTI-ANTI-SPÉCISTE

(VO)

Quand on se retient d'acheter sur Amazon durant cinq maigres jours de grève, ce n'est pas nécessairement parce qu'on pense que notre boycott va mettre fin au capitalisme ou que nos comportements de consommation vont sauver la planète. Les anti-spécistes ne voient pas nécessairement le véganisme comme ça non plus. Pourtant, parmi l'éventail des positions réactionnaires défendues par des personnes se disant de gauche, l'anti-anti-spécisme est probablement l'une des plus incessantes.

Les applications et les compréhensions de l'anti-spécisme sont multiples. S'opposer à la suprématie humaine, ça peut vouloir dire laisser un coloc félin quitter son 2 1/2 (et accepter s'il décide de ne jamais revenir). Ça peut se traduire par des actions de sabotage contre l'industrie de l'agriculture, qui est liée à plus d'assassinats d'activistes en Amérique Latine que l'industrie minière¹. Ça peut aussi impliquer une compréhension de la chasse comme une activité pratiquée par beaucoup d'autres animaux, qui peut être basée sur la subsistance et le respect plutôt que sur l'asservissement et la domination. Ça peut être de libérer et soigner des cochons ou d'étudier l'agriculture urbaine. Être anti-spéciste, ça peut aussi vouloir dire être anticapitaliste.

Bien sûr, la libération des animaux peut être portée par des racistes, comme celle des femmes par des classistes, ou celle de groupes racisés par des homophobes. On espère que les véganes de gauche comprennent que nos possibilités alimentaires varient avec notre environnement, les limites de notre organisme, nos connaissances et notre énergie. Sinon, militer contre un système d'oppression sans bien comprendre les autres, c'est quand-même un début. Ça a aussi été notre début, et on y est encore si ça se trouve. Donc pourquoi pas sacrifier quelques minutes à la bonne vieille éducation populaire en disant aux anti-spécistes libéral.e.s que l'impact d'une multitude de véganimes individuels dans une économie capitaliste reste limité par la poignée de corporations qui fournissent les cafétérias, les prisons, les écoles, les épiceries. Et si on se fait importuner par des véganes bourgeois.e.s et racistes qui se gavent d'avocats et d'amandes, libre à nous de les envoyer chier. Je propose simplement de ne pas leur crier que les pauvres mangent des cheeseburgers. Les pauvres mangent différentes choses. Y'a des pauvres dans nos quartiers qui choisissent de ne pas manger de viande. En fait dans beaucoup de places, manger de la viande, c'est un privilège des mieux nantis. En général, les légumineuses et les grains sont encore pas mal moins coûteux que les protéines animales. Quand

les universitaires des pays impérialistes passent moins de temps à défendre leurs propres idéologies oppressives en utilisant la classe ouvrière, tout le monde a plus d'énergie pour faire des choses intéressantes (c'est-à-dire cuisiner ensemble et s'apprendre à bien manger pour pas cher, au lieu de construire notre argumentaire anti-anti-spéciste devant un ordinateur).

L'idéologie spéciste est une entrave aux progrès sociaux sur tous les fronts. C'est l'acceptation de la domination humaine sur le reste du naturel. C'est l'acceptation de la violence hiérarchique, tant qu'elle simplifie la vie de suffisamment de monde. C'est la permission pour les plus fort.e.s de décider de la valeur d'autrui. C'est la normalisation de la violence basée sur des différences biologiques perçues. Il faut se rappeler que les catégories d'espèces sont déterminées selon des caractéristiques arbitraires choisies par les dominants exactement comme les catégories de « races » ou de « sexe biologique » chez l'être humain. L'assignation d'individus à ces catégories est pareillement dépourvue de toute compréhension des vécus internes. Faute de reconnaître ces liens entre le spécisme et les autres formes d'oppression, les anti-anti-spécistes créent souvent des faux dilemmes en mettant en opposition les droits de groupes humains marginalisés et ceux des animaux. L'anarchiste française Louise Michel avait dit:

« On m'a souvent accusée de plus de sollicitude pour les bêtes que pour les gens : pourquoi s'attendrir sur les brutes quand les êtres raisonnables sont si malheureux ? C'est que tout va ensemble, depuis l'oiseau dont on écrase la couvée jusqu'aux nids humains décimés par la guerre [...]. Le cœur de la bête est comme le cœur humain, son cerveau est comme le cerveau humain, susceptible de sentir et de comprendre. »²

Les mouvements de luttes pour le bien-être des animaux sont largement



le fruit de la colère et de l'indignation des femmes. Les écoféministes voient dans le traitement des autres animaux la même attitude patriarcale derrière la non-reconnaissance et la dévalorisation de leur travail. Cette sensibilité souvent genrée permet toutefois au spécisme de nourrir la représentation patriarcale des femmes comme hystériques, puisqu'un homme rationnel ne s'en préoccuperait pas, et permet au patriarcat de nourrir la représentation des luttes anti-spécistes comme futiles et ridicules puisqu'elles sont l'affaire des femmes. Les insultes racistes, grossophobes ou capacitistes qui nous comparent à d'autres animaux pour nous déshumaniser sont aussi l'expression combinée d'idéologies semblables qui se renforcent. En retour, notre utilisation de termes forts pour décrire ce que les humains font aux animaux ne diminue l'importance de ces termes qu'aux yeux des spécistes. Le reste d'entre nous continuera d'être enragé par toutes les formes de violence oppressive.

En plus, comment est-ce qu'on est supposé expliquer à nos voisin.e.s qu'il faut abolir la propriété privée de bâtiments de briques, de machinerie lourde et de rivières tout en tolérant la propriété d'êtres vivants qui crient pour leur liberté ? La gauche confortable du Nord qui repousse au Grand Soir tout questionnement de son mode de vie devra éventuellement repenser la place des autres animaux dans le monde qu'elle veut construire. Même sans empathie pour les non-humains, cette gauche sera du moins

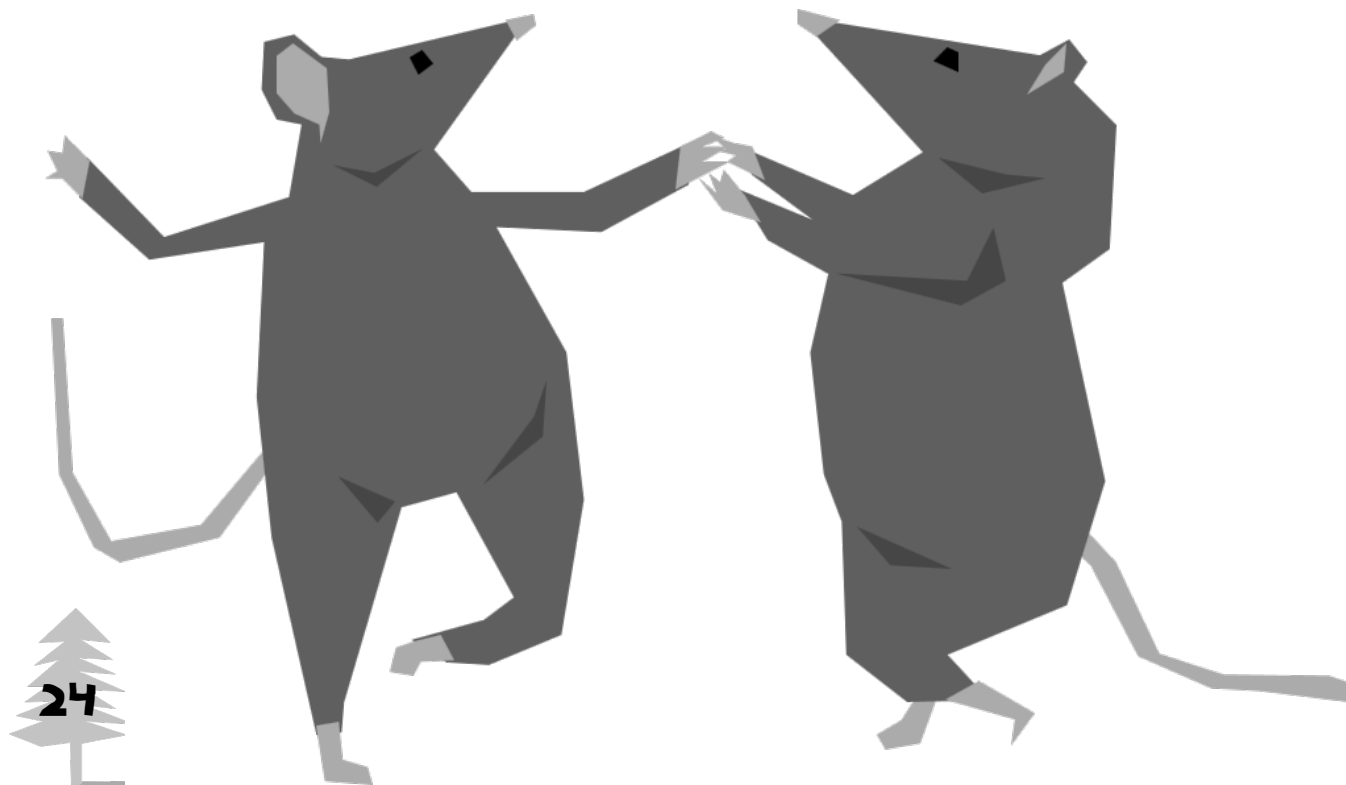
confrontée à la réalité que nourrir des animaux jusqu'à les manger nécessite beaucoup plus de surface et de ressources que de manger directement ce qui pousse ...

Ce court texte ne vise pas à convaincre du véganisme, même si ça serait bien. L'idée, c'est de ne pas opposer des luttes qui gagneraient à être comprises de manière convergente. C'est aussi de ne pas donner bénévolement de son temps à ceux qui aimeraient qu'on réfléchisse notre univers comme étant la superposition d'un paquet de pyramides. Donc confrontons nos dissonances ou discutons-en jusqu'à ce qu'on se soit pardonné.e.s. Ensuite on mangera ensemble et on luttera ensemble.

On bougera en groupes. La nuit. Des fois, on fera du bruit. Des fois, on causera des problèmes. Les humains qui nous considèrent comme de la vermine vont mal dormir. C'est l'année du rat.

1- À titre d'exemple, Bolsonaro, président du Brésil, a affirmé publiquement vouloir assassiner les militantEs autochtones qui bloquent l'abattage de la forêt amazonienne afin de faire des pâturages. C'est une carte blanche donnée aux milices armées des grands consortiums américains pour tuer tout ce qui bloque l'agrandissement de l'industrie agro-alimentaire au Brésil. Plusieurs dizaines de militantEs autochtones ont été assassinéEs dans les derniers mois en Amérique Latine.

2- Louise Michel, *Mémoires de Louise Michel. écrits par elle-même*, (édition de 1976).





DIVERSITÉ DES TACTIQUES

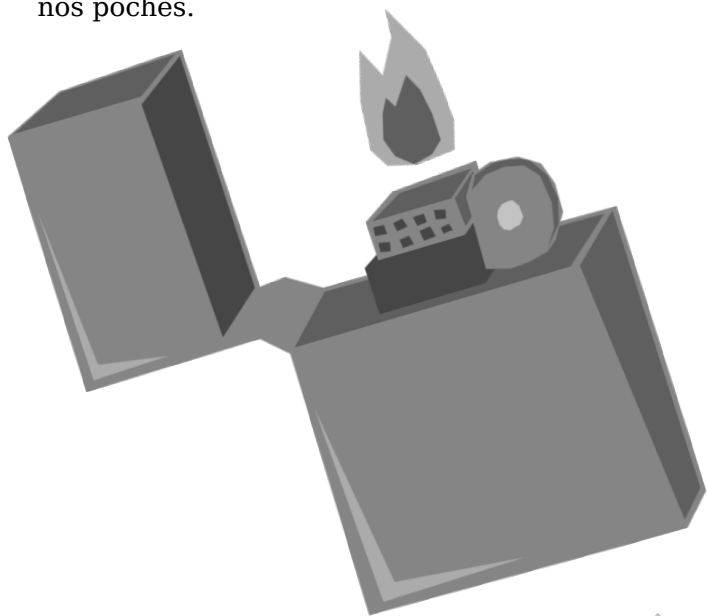
(VO)

La diversité des tactiques est avant tout une reconnaissance des différentes approches. Une reconnaissance des différents modes d'action employés pour mener à bien nos luttes. C'est de reconnaître que nous pouvons être en désaccord sur les moyens, mais que nous œuvrons pour une même cause. En ce sens, la lutte pour la justice climatique mobilise autant de consciences que de méthodes : la manifestation, la grève, le lobbying, la désobéissance civile, les sit-in, les ateliers d'éducation populaire, les activités de perturbation, le vote, etc. Certaines de ces approches peuvent paraître antagonistes, mais elles sont complémentaires. Ce qui fait la force de notre mouvement, c'est sa diversité. C'est de reconnaître et de respecter les différentes approches. C'est de rester solidaires et d'encourager la communication entre les groupes. C'est de respecter les militant·e·s dans leurs choix et leur permettre de s'impliquer au maximum pour la cause. Ce respect de la diversité s'étend aussi à certaines approches considérées comme violentes par le pouvoir. Il importe de se questionner sur ce spectre de la violence et sur la légitimité de différentes formes de réponses politiques aux attaques du système capitaliste, incluant des moyens plus violents.

En opposant des approches plus combatives à d'autres non-violentes, on joue le jeu des puissants. Un jeu dont l'objectif serait la recherche d'un absolu, mais qui finalement ne fait que restreindre l'autonomie des militant·e·s et diviser le mouvement. Un débat qui se joue sur un fond dogmatique qui oublie souvent les motivations et les fondements de nos luttes. Si le recours à la violence politique en rebute plusieurs, avant d'émettre un jugement, il est impératif de mettre en comparaison les violences militantes avec les brutalités systémiques actuelles.

Les violences systémiques sont omniprésentes dans notre société ; le problème, c'est que nous ne les nommons pas comme telles. Nous avons une hypersensibilité à la violence spectaculaire. Nous sommes ultras réceptifs quand il s'agit de violences individuelles. Nous avons de fortes réactions quand nous voyons un humain s'en prendre à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un autre humain. Face à cette violence individuelle, nous éprouvons un fort sentiment d'injustice et une volonté d'enrayer cette violence. Instinctivement, nous nous y opposons, car elle n'a pas sa raison d'être, elle n'est pas juste, car nous ne voulons pas d'une société où la violence est tolérée et normalisée. Pourtant, la violence est bien normalisée dans nos sociétés, mais d'une manière plus insidieuse. Tout en étant hypersensibles aux violences individuelles, nous sommes complètement insensibles aux violences de masses. Des violences structurelles et systémiques que nous ne nommons pas, commises par un système qui est passé au rang de maître dans l'art de les occulter.

Prenons comme exemple le téléphone cellulaire. Un objet courant qui, en fin de compte, est lui-même un concentré de violence. De sa création jusqu'à son arrivée dans nos poches, son cheminement est un parcours excessivement violent. Partant des guerres pour les territoires riches en ressources, en passant par l'esclavage dans les mines, puis par le transport dans les cales insalubres des porte-conteneurs, fabriqué dans des usines aux conditions misérables jusqu'à ce que ledit cellulaire soit vendu par un commis au salaire minimum pour enfin finir dans nos poches.



Ce processus de fabrication s'étend à l'ensemble des objets qui nous entourent. Comme Marx l'annonçait dans son temps ; « la richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises ». Alors, nous vivons dans une société où s'annonce une immense accumulation de violence.

Le système économique mondialisé accable et écrase des millions d'êtres humains et nous n'avons pas besoin de nous expatrier pour constater ces violences systémiques. Le patriarcat, le racisme, les valeurs hétéronormatives, les inégalités de richesses et la destruction de l'environnement sont des maux plus que présents dans notre société. Des maux discrets, souvent invisibles, mais implacablement violents.

Sans possibilités de dénoncer ou de faire cesser cette brutalité systémique, il est compréhensible qu'un sentiment de révolte, voire une volonté révolutionnaire prennent forme. Elle se manifeste par le biais de techniques plus combatives, qu'on qualifie souvent de violentes, mais qui représentent en fait une contre-violence. Contre-violence, car elle s'inscrit dans un contexte. « Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'émeute est le langage des sans-voix ». Ces mots, prononcés par Martin Luther King rappellent

que la contre-violence est animée d'une volonté de mettre un terme aux violences systémiques, mère de toutes les autres. Il serait donc hypocrite et de mauvaise foi de monter aux barricades dénoncer le vandalisme des statues des pires colonisateurs ou le bris de vitrines des multinationales perpétrant des écocides tout en éclipsant les violences structurelles dont elles sont responsables.

Il est important de comprendre que les partisan-e-s de tactiques plus offensives ne sont pas des fanatiques de la violence. Iels ne sont pas non plus en opposition avec les tactiques non-violentes. Iels considèrent seulement que certaines tactiques sont plus adaptées que d'autres. Les tactiques doivent être choisies en fonction de l'objectif voulu, non pas en fonction d'un code moral dit universel de non-violence. Un code moral autoritaire qui ne respecte pas l'autonomie des groupes et des individus. Si nous voulons un changement radical, nous devons éviter de tomber dans le piège d'une soi-disante dualité violente/non-violente. Nous devons comprendre que ce qui fait l'intelligence et la force de nos mouvements, c'est la complémentarité de ses approches. Une diversité des tactiques libérée de préjugés. Une diversité des tactiques inclusive, ouverte aux débats et aux critiques.

